

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Afrique subsaharienne > Afrique du Sud > **Afrique du Sud. Le mouvement de la classe laborieuse doit être indépendant !**

Afrique du Sud. Le mouvement de la classe laborieuse doit être indépendant !

mercredi 29 août 2018, par [SAFTU](#) (Date de rédaction antérieure : 7 août 2018).

Un nouveau chapitre dans l'histoire de la classe laborieuse d'Afrique du Sud s'est ouvert à Soweto les 21 et 22 juillet 2018. Au cours de ces deux jours, 1000 délégués représentant plus de 147 formations de la classe laborieuse se sont réunis pour unifier les luttes sur les lieux de travail et dans les communautés. [Ndlr avec plus de 800.000 affiliés, SAFTU est la 2^e confederation syndicate du pays]



Par South African Federation of Trade Unions (SAFTU)

Un nouveau chapitre dans l'histoire de la classe laborieuse d'Afrique du Sud s'est ouvert à Soweto les 21 et 22 juillet 2018. Au cours de ces deux jours, 1000 délégués représentant plus de 147 formations de la classe laborieuse se sont réunis pour unifier les luttes sur les lieux de travail et dans les communautés.

Cette rencontre représente une immense avancée, jetant les fondations de la construction d'un nouveau mouvement de masse de la classe laborieuse, indépendant, démocratique et militant, permettant de battre en brèche les attaques contre les emplois et les conditions d'existence, lesquelles plongent de plus en plus d'Africains du Sud dans la pauvreté et le désespoir.

Cette assemblée de la classe laborieuse, des pauvres des zones rurales, des opprimé·e·s et des marginalisé·e·s a rassemblé des formations qui ne s'étaient jamais retrouvées sous le même toit dans le passé. La rencontre de 147 formations de la classe laborieuse, sur une base égalitaire et de respect mutuel dans la recherche d'un dénominateur commun, était historique et sans précédent.

Le *Working Class Summit* (WCS-Sommet de la classe laborieuse) a été caractérisé par un engagement d'unification des formations de la classe laborieuse, des travailleurs ayant un emploi comme ceux au chômage, actifs dans le secteur informel ou dans des emplois plus stables, les étudiant·e·s et les sans-terre, les sans-abri ainsi que ceux et celles qui combattent la crise de l'eau, le fléau de la violence contre les femmes et les enfants, autour de campagnes de masse en faveur d'une lutte pour une société réellement libre, juste, démocratique et égalitaire.

Ainsi que l'a déclaré le président de la SAFTU [Fédération des syndicats d'Afrique du Sud], Mac Chavalala, lors de son vibrant discours d'ouverture :

« *En tant que classe laborieuse, notre statut a été méprisé pour bien trop longtemps. Nous ne*

sommes pas ici pour gémir mais pour annoncer un programme radical et révolutionnaire qui nous unira autour de revendications communes ainsi qu'autour d'un programme de mobilisation de masse.

A ceux qui veulent maintenir le statu quo, notre avertissement est simple : la récréation est terminée ! A partir de maintenant, nous allons vous défier dans les rues et dans les salles de direction. »

Le capitalisme est l'origine commune de notre misère

Le *Working Class Summit* a non seulement approuvé les principes communs et liant chacun, tels que l'antiracisme, l'anti-sexisme, la lutte contre le patriarcat ainsi que le rejet de la xénophobie, il est aussi tombé unanimement d'accord sur le fait que le capitalisme constitue l'origine commune de la misère dont souffre la majorité.

L'accord était unanime quant à la nécessité pour le mouvement de la classe laborieuse d'être indépendant et d'adopter une approche démocratique du bas vers le haut.

En conséquence, le *Working Class Summit* a décidé de bâtir un pouvoir de la classe laborieuse dans chaque lieu de travail, dans chaque communauté ainsi que de la société plus en général afin de défaire la logique de l'accumulation capitaliste qui non seulement paupérise les travailleurs dans l'ensemble du continent mais qui est aussi la cause des inégalités les plus étendues ainsi que de la pauvreté la plus profonde qui n'a jamais été enregistrée dans toute l'histoire de l'humanité.

Il a été décidé de convoquer à des assemblées de la classe laborieuse dans tout le pays, dans les villes, les villages, les usines et les fermes, les townships et les quartiers informels afin de délibérer sur la meilleure manière d'unifier les luttes des pauvres. L'Afrique du Sud est la capitale mondiale des protestations, mais ces luttes ont eu tendance à rester localisées et les mouvements fragmentés. Un appel spécial a été lancé pour que les syndicalistes s'engagent dans ces luttes car ils sont membres de communautés avant d'être syndicalistes. De cette façon, les fondations de l'unité cruciale pour la classe laborieuse pourront être jetées.

Le *Working Class Summit* reconnaît que la crise du système, dont les pauvres et les membres de la classe laborieuse sont les principales victimes, trouve son origine dans le capitalisme ainsi que dans les politiques mises en place par les gouvernements de l'ANC depuis 1994. La classe laborieuse et les pauvres n'ont aucune représentation au sein du gouvernement. Pour les élections de 2019, nous devons présenter des alternatives aux partis existants qui gouvernent au nom de la classe dominante. La classe laborieuse et les pauvres ont besoin de leurs propres représentants.

Le Sommet s'est organisé en plusieurs commissions, qui ont débattu des principales questions affectant la vie de la majorité de notre peuple ; il a adopté un programme permettant de faire avancer les luttes.

Les directions de l'ensemble des 147 formations qui ont participé au *Working Class Summit* se réuniront prochainement pour finaliser un programme qui permettra la mise en œuvre des décisions du Sommet.

Voici les principaux points discutés des diverses commissions.

1° L'économie, les emplois, la pauvreté, les inégalités et la corruption

La crise capitaliste s'est approfondie depuis 2008. Elle marque l'échec des politiques néo-libérales mises en œuvre depuis les années 1980 - parmi lesquelles : privatisations et attaques visant à

précariser le travail. La désindustrialisation, en particulier dans les secteurs réclamant une main-d'œuvre nombreuse, tels que le textile, est la preuve que le capitalisme est incapable d'apporter une solution à la situation critique qui est celle de la classe laborieuse.

L'Afrique a été reléguée à la périphérie de l'économie mondiale, en tant que fournisseur de matières premières (minéraux et produits alimentaires).

La solidarité à l'échelle du continent ainsi que des pays du Sud, y compris les BRICS, est essentielle. Nous devons toutefois être critique quant à notre engagement dans les BRICS, en particulier en présence du sous-impérialisme. Le modèle de développement chinois ne peut être suivi de manière acritique.

L'unité de la classe laborieuse est essentielle si nous voulons être en mesure de riposter face à cette crise. Cette unité doit se dérouler autour de quatre grandes dimensions de lutte : les lieux de travail, l'idéologie, le politique et le social.

Le néolibéralisme divise les travailleurs. Cette situation doit être surmontée au moyen de la solidarité de la classe laborieuse.

L'accord s'est fait autour de la nécessité de se nourrir des expériences des années 1980 et d'œuvrer avec force pour surmonter les divisions au sein de la gauche révolutionnaire, d'accepter l'unité dans la diversité et de reconnaître l'existence de diverses tendances.

Le chômage est la question la plus pressante à laquelle fait face la classe laborieuse. Sur le court terme, nous exigeons :

- Une réduction des heures de travail pour partager le travail (probablement autour d'une revendication d'une semaine de travail de 35 heures).
- Le soutien de la création de 5 millions d'emplois au cours des 5 prochaines années.
- Que 5 millions de jeunes soient placés dans des institutions éducatives ou dans des stages.
- Une opposition au récent salaire minimum de pauvreté ainsi qu'un amendement de la législation du travail.
- Un soutien à une grève générale de trois jours ainsi qu'à une occupation massive des principales villes.
- Un renforcement des luttes dans les communautés.
- La réintroduction de la revendication d'un revenu social minimum de base [En 2017, selon la *SA Food Sovereignty Campaign* 14 millions de personnes, entre autres des enfants, se couchent chaque soir poursuivies par la faim.]
- La propriété sociale des terres.

2° Une éducation gratuite, de qualité et décolonisée

L'éducation est en crise. La mort d'un écolier, tombé dans une latrine ouverte, est une illustration frappante des négligences du secteur éducatif. L'accès à l'éducation de la classe laborieuse n'est pas garanti.

Des milliers d'étudiant·e·s ne peuvent s'immatriculer dans les universités malgré ladite politique d'éducation gratuite.

Une éducation de qualité reste inégale en fonction de l'origine sociale, raciale et spatiale. Les écoles privées disposent de meilleures ressources et sont mieux gérées. Les écoles publiques ne reçoivent pas les mêmes ressources de l'Etat selon les provinces, les zones et les écoles.



L'héritage du colonialisme dans le système éducatif d'Afrique du Sud reste profond, un problème qui a été souligné par les mouvements #FeesMustFall [les taxes doivent tomber] and #OutsourcingMustFall [la sous-traitance doit tomber] de 2015 et de 2016 dans les universités. Le contenu, le curriculum (CV) et les méthodes reflètent un passé que nous voulons laisser derrière nous.

La privatisation n'est pas une solution à la crise du système d'éducation publique. Nous assistons à une prolifération des écoles privées « abordable » ou « bon marché », mais le contrôle de l'éducation par les entreprises ou l'adoption de principes entrepreneuriaux dans l'éducation publique conduit à la marchandisation de l'éducation. L'éducation doit être accessible à toutes et tous, pas seulement à ceux qui disposent des moyens de la payer.

Nous exigeons que l'Etat libère tous les étudiants emprisonnés (amnistie) et abandonne les accusations visant le mouvement #FeesMustFall. Ces étudiant·e·s luttent pour une éducation gratuite, de qualité et décolonisée pour toutes et tous. Il s'agit d'une lutte légitime. Ce ne sont pas des criminels, ils sont des héros.

Notre lutte doit aller au-delà des réformes. Nous devons aussi construire des institutions éducatives révolutionnaires, sous contrôle de la classe laborieuse - et non par l'Etat capitaliste - et adoptant une pédagogie propre à la classe laborieuse. Nous devons indiquer un avenir en nous préparant à celui-ci et en offrant un aperçu de ce qu'il pourra être.

3° La crise du système national de soins

Le Sommet a tenu compte de l'effondrement du système public de soins ainsi que la crise du système de soins privé. La commission appelle au renforcement immédiat du système public de soins de sorte à ce qu'il remplisse les critères d'accréditation de la NHI [assurance médicale nationale, le système public sous lequel les soins sont fournis à la population] et met en garde contre toute nouvelle privatisation du système de soins. Une priorité doit être accordée aux premiers niveaux de soins, des ménages en passant par les cliniques et les hôpitaux de district dans un système de soin basé sur les districts.

La réunion exige un système de soins à palier unique, fondé sur le principe de solidarité sociale, fournissant des soins équitables pour toutes et tous. La solidarité sociale signifie que ceux qui peuvent payer contribuent au fond de la NHI en fonction de leur capacité à payer par une taxe progressive alors que les soins sont fournis à toutes et tous selon leurs besoins. La commission soutient le principe d'un payeur unique pour son efficacité, la transparence et les achats stratégiques.

Il a été décidé que les travailleurs de la santé et les infirmières doivent être en nombre suffisant pour fournir des soins de base répondant à des standards de qualité sans être en situation de stress. Le personnel de soin doit être reconnu, accrédité et employé formellement par le système de soins, dans des conditions de travail et de rémunération justes. La commission a souligné que les CHW [Community health workers, soit le personnel engagé dans les soins de base] et les infirmières jouent un rôle critique et fondamental dans le fonctionnement de la NHI, leur participation est donc centrale dans toute décision portant sur la mise en œuvre de la NHI.

4° Terre, logement abordable et fourniture de services

Une expropriation sans compensation des terres, autant des terrains commerciaux qu'agricoles, doit être opérée ; celle-ci doit comprendre aussi les terres minières.

Le Sommet a décidé de mobiliser et de faire de l'agitation les membres des communautés afin de prendre en compte leurs luttes, le mouvement de la classe laborieuse devant jouer un rôle moteur.

Un programme minimum militant radical d'action est nécessaire pour lier toutes ces luttes de classe, lesquelles comprennent :

- La revendication d'un moratoire sur les expulsions des terres agricoles.
- Un audit sur l'occupation des terres doit se poursuivre.
- Toutes les évictions qui ont eu lieu au cours des 25 dernières années doivent être soumises à un audit de la même façon que doivent l'être les logements fournis par l'Etat.
- Les syndicats doivent jouer un rôle clé dans les luttes des communautés.
- Revendiquer des logements décents ainsi que des logements meilleurs que ceux mis en place sous le RDP [Reconstruction and Development Programme, programme lancé en 1994 par le premier gouvernement ANC visant à la construction de logements, à fournir de l'eau potable, de l'électricité ainsi que des services de base].

5° Egalité : la lutte pour une société égalitaire

Nous sommes d'avis que les discriminations fondées sur le genre, l'orientation sexuelle, la nationalité ou l'identité émanent de la crise en cours du capitalisme dans le pays et à l'échelle mondiale ; la lutte pour une société égalitaire est une lutte visant à renverser le capitalisme ainsi que toutes ses manifestations d'oppression, pour une société socialiste.

L'unité de la classe laborieuse est la meilleure voie possible pour lutter contre les normes enracinées du patriarcat et de la violence contre les femmes, les enfants et la communauté LGBTIQ.

Il est indispensable de coordonner les luttes des communautés et des groupes marginalisés de façon à ce qu'ils participent aux luttes de la classe laborieuse. Nous devons unifier les luttes de toutes les sections de la classe laborieuse du pays, pas uniquement celles des travailleurs organisés au sein de syndicats.

Le Sommet déclare :

1° Une solidarité sans réserve à la Total Shutdown Campaign [campagne massive lancée à partir du 1^{er} août et tout au long du mois pour protester et lutter contre les violences fondées sur le genre] et

fait sien son programme, sa campagne ainsi que ses revendications.

2° Un soutien entier et actif à la campagne, en recourant à toutes les plateformes et ressources disponibles ainsi qu'un engagement à soutenir les mobilisations pour la campagne dans d'autres formations de la classe laborieuse, telle que les syndicats, les communautés rurales et urbaines, de façon à étendre l'audience de la campagne.

3° Les organisations de la classe laborieuse, tels que les syndicats et les organisations des communautés, doivent prendre des mesures décisives afin de garantir une représentation de genre équitable dans leurs structures ainsi que dans leurs programmes. Elles doivent également mettre sur pied un réseau d'action ou un comité de coordination visant à prendre en charge une campagne concertée contre les violences sexistes ainsi qu'en faveur des luttes des communautés marginalisées.

4° Une telle campagne doit garantir que les femmes et les hommes luttent ensemble, côte à côte, contre les violences sexistes et les viols, en faveur de l'égalité de genre dans toutes les sphères de la société, sur un large ensemble de questions impliquant la classe laborieuse, telle que l'accès aux emplois, au logement et à la terre.

5° Le Sommet doit s'organiser en perspective d'une éradication complète de toutes les formes culturelles ou pratiques religieuses qui perpétuent les discriminations et les violences contre les femmes et la communauté LGBTI. Il doit s'identifier aux luttes de la communauté LGBTIQ ainsi qu'à celles des autres communautés marginalisées ainsi que s'engager en solidarité ou lancer ses propres campagnes de soutien.

6° Les revendications de la campagne doivent comprendre celle d'un accès gratuit et illimité aux serviettes hygiéniques pour les femmes et les filles.

7° La campagne doit unifier les mouvements existants et les revendications de la classe laborieuse dans d'autres domaines sous une même bannière contre le patriarcat et la violence.



Le chômage massif : un des problèmes abordés durant le Working Class Summit de Soweto, les 21 et 22 juillet 2018

6° Le climat et l'environnement

La signification d'une « transition juste » vers un environnement propre sera un produit de la lutte. Et il est important pour la classe ouvrière de poursuivre activement nos intérêts communs et de façonner la transition. L'accumulation capitaliste est la cause sous-jacente des émissions excessives de gaz à effet de serre qui provoquent le changement climatique.

Nous nous mobilisons pour une transformation profonde du système économique actuel, tout en soulevant les préoccupations des ouvriers. En tant que classe ouvrière unie, nous devons soutenir les travailleurs par rapport à leurs problèmes au moment de la transition vers une économie à faible émission de carbone. L'unité de la classe ouvrière, à l'échelle nationale et internationale, est la clé

d'une transition juste.

Nous devons créer une économie où la pauvreté et l'inégalité sont éliminées et où les questions de durabilité environnementale sont abordées. Le changement climatique détruira tout le développement que nous avons réalisé. En effet, la classe ouvrière en paie déjà le prix.

Si nous voulons résoudre le problème du changement climatique, nous devons éliminer progressivement les combustibles fossiles et les autres industries à fortes émissions. Nous devons trouver un moyen de concilier les intérêts des travailleurs de ces industries et des industries connexes et ceux de la classe ouvrière face aux impacts du changement climatique. En effet, ce sont les mêmes personnes. Cela ne nous aide pas de ne pas conduire cette difficile discussion. Nous pouvons rester sur la défensive et voir ces travailleurs laissés pour compte, ou nous pouvons prendre en charge une voie à suivre pour eux.

Il y a beaucoup de travail à faire dans le domaine de la réhabilitation des mines. Le WCS (Working Class Summit) soutient la campagne un « Million d'emplois pour le climat », afin de créer des emplois qui aident à trouver des solutions climatiques. Nous n'approuvons pas la « croissance verte », qui n'est qu'une nouvelle opportunité d'expansion capitaliste. Les nouveaux emplois créés doivent être des emplois décents et des emplois permanents.

L'EPWC (Expanded Public Works Programme) devrait être un emploi permanent, absorbé par le secteur public. Les biens publics ne doivent pas être transformés en marchandises à acheter et à vendre. Nous résistons à la privatisation et demandons la propriété sociale et le contrôle de notre eau, de notre approvisionnement en électricité et de nos ressources naturelles. Nous pourrions tenter des poursuites judiciaires pour empêcher la privatisation de notre eau.

L'Afrique du Sud est déjà un pays où l'eau est rare et les changements climatiques ont un impact sur nos systèmes d'eau naturels : modification des régimes pluviométriques, sécheresses et inondations, évaporation de l'eau à mesure que les températures augmentent. Cela a un impact sur tous les êtres vivants, car l'eau est essentielle à la vie.

L'approvisionnement en électricité doit être une propriété collective. Le programme REIPPP (Renewable Energy Independent Power Producer Procurement programme) met actuellement l'approvisionnement en électricité entre les mains de particuliers, principalement de sociétés étrangères.

Nous devons mettre en place un système de transport à faible émission de carbone, qui donne à la classe ouvrière une mobilité abordable, fiable, pratique et sûre et un accès aux opportunités économiques. Nous nous devons planifier ce qui arrive aux travailleurs/travailleuses et aux communautés à mesure que le secteur des combustibles fossiles se rétrécit.

Nous avons besoin d'une production alimentaire centrée sur l'homme, d'un soutien aux petits exploitants agricoles pour l'alimentation et non d'une agriculture commerciale se contentant de faire pousser des cultures, qui ne sont pas nécessairement destinées à l'alimentation.

Outre les programmes d'alimentation scolaire, les écoles devraient également avoir des jardins potagers cultivant des aliments sains et nutritifs.

Les pesticides et les engrais constituent à la fois un danger pour la santé humaine et un danger pour l'environnement. Ils sont également fabriqués à partir de combustibles fossiles et créent des émissions au cours de ce processus.

7° Industrie minière et collectivités touchées par l'exploitation minière

L'exploitation minière en Afrique du Sud était fondée sur une main-d'œuvre immigrée bon marché. Dans une large mesure, cela se poursuit encore aujourd'hui. Un système capitaliste racial s'est développé dans lequel une majorité d'Africains sans terre n'avait rien d'autre que leur capacité à travailler sur des fermes, dans des mines et des industries appartenant à des Blancs.

Les communautés ouvrières veulent la nationalisation des secteurs stratégiques qui commandent l'économie, y compris l'exploitation minière. Les mines devraient être expropriées sans compensation et cogérées par les mineurs et les communautés proches des mines dans le cadre d'une révolution de la classe ouvrière. Dans ce processus, aucune entreprise ne devrait être autorisée à faire du démembrement d'actifs afin de subvertir ou de contourner le processus révolutionnaire.



Manifestation de femmes, le 1^{er} août 2018, soutenue par la SAFTU, en commémoration de la mobilisation du 9 août 1956, journée durant laquelle quelque 20'000 femmes proclamaient leur opposition au système des « passeports intérieurs » établi pour consolider le système d'apartheid

L'impact et les effets de l'exploitation minière capitaliste des travailleuses et des femmes dans les communautés rurales et ouvrières est au cœur de notre lutte. Il faut accorder toute l'attention voulue à leur sort afin d'assurer à tous les travailleurs un salaire égal pour un travail égal. Si les PDG de l'Afrique du Sud peuvent gagner des salaires égaux à ceux de leurs homologues australiens et canadiens, il n'y a aucune bonne raison de payer les mineurs sud-africains moins bien que leurs homologues australiens et canadiens : un salaire minimum vital pour tous et des conditions de travail sûres et égales pour tous, quel que soit le sexe.

Il ne peut y avoir de transformation révolutionnaire radicale de la société dans l'intérêt de la classe laborieuse si l'eau est polluée et si le sol et la terre sont empoisonnés, et si on ne peut respirer qu'en absorbant de l'air toxique. Il est donc important de ralentir l'exploitation minière afin de minimiser ses impacts négatifs et de préserver nos ressources minérales et naturelles pour les générations futures de la majorité laborieuse. Il est essentiel que nous insistions sur l'eau ainsi que la souveraineté et la sécurité alimentaires.

Nous exigeons beaucoup plus qu'une transition juste, nous exigeons une transition révolutionnaire de la société sous le contrôle et la gestion de la classe laborieuse.

Nous soutenons pleinement la quatrième révolution industrielle vers les énergies alternatives et l'intelligence artificielle à condition que cette révolution se produise sous la direction, le contrôle et la gestion de la classe laborieuse. A court terme, les revendications réformistes s'intègrent en tant qu'élément de la mobilisation et de l'éducation de la classe ouvrière et des communautés rurales liées aux mines et affectées par elles en vue d'une révolution :

- Doit être respecté le droit de ces communautés à un consentement continu, libre, préalable et éclairé et le droit de dire non à l'exploitation minière, ainsi que tous les aspects du développement d'une mine tout au long de leur vie.
- Les communautés doivent disposer d'une variété d'options de développement, contrairement à la situation actuelle où le gouvernement, de connivence avec les patrons miniers, n'offre que l'exploitation minière comme option de développement.

- L'exploitation minière est destructrice de l'environnement, de la petite agriculture autosuffisante, des communautés rurales ; elle n'est pas durable sur le plan environnemental, social ou économique et compromet la santé et la sécurité des communautés et des travailleurs, étant donné que les ressources minérales sont limitées et que l'exploitation minière comme voie de développement devrait toujours être la dernière option, et non la première.
- Les communautés doivent avoir accès à tous les documents pertinents sur les développements miniers qui les affectent et dont l'impact sur elles doit être pris en considération. Cela comprend l'accès aux études d'impact environnemental, aux plans de gestion de l'environnement, aux plans sociaux et du travail, aux plans de gestion des catastrophes, aux rapports annuels, aux documents fiscaux, aux comptes de revenus, aux chiffres des exportations, aux diagrammes et aux cartes des tunnels souterrains, etc.
- Les communautés qui doivent faire place à l'exploitation minière doivent être indemnisées en termes de récoltes perdues non seulement pour les récoltes d'une saison, mais aussi pour les récoltes confisquées tout au long de la « vie de la mine ».
- Les collectivités touchées et affectées par la mine exigent que les minéraux soient transformés et élaborés en produits manufacturés localement plutôt que d'être exportés sous forme brute.
- Les travailleuses des mines veulent que le lieu de travail, l'équipement et les vêtements de sécurité dans les mines ainsi que la technologie soient remaniés afin de rendre l'exploitation minière sécurisée pour elles. Les travailleuses veulent aussi que la localisation de leur emploi soit bien pensée et que leur sécurité face aux comportements prédateurs masculins soit garantie. Les femmes dans l'espace du travail minier ne devraient pas être l'objet d'une affectation spécifique. En outre, il a été réclamé que les femmes aient des droits égaux aux emplois miniers plutôt que d'avoir un quota minimum pour elles, conformément à la charte minière actuelle.



Commission d'élaboration sectorielle durant le Working Class Summit des 21 et 22 juillet 2018

- La lutte communautaire contre l'exploitation minière capitaliste est une lutte de classe. Le gouvernement et les patrons des mines utilisent le tribalisme et le patriarcat pour diviser et contrôler les travailleurs et les communautés. La commission demande la diminution du rôle des chefs dans les consultations communautaires et les négociations autour de l'exploitation minière. Une société révolutionnaire est une société d'égaux sans élites, patrons, chefs ou patriarches.
- Les gestionnaires des opérations minières doivent être tenus criminellement responsables de la mort des membres de la communauté, des travailleurs miniers et du bétail de la communauté en raison d'une négligence de gestion.
- Les opérations minières de survie, les micro, petites et moyennes exploitations doivent être correctement soutenues, réglementées et soumises à une législation par l'Etat. L'Etat doit être le seul acheteur des minéraux produits par ces opérations afin d'éliminer les syndicats du crime.

- Les propriétaires de mines et la direction des opérations minières doivent être tenus criminellement responsables des impacts environnementaux négatifs et destructeurs sur l'air, l'eau, le sol et la santé ainsi que la sécurité des communautés ; de même que de tout dommage causé à la vie et aux biens des communautés, y compris les logements lézardés. Ils doivent être forcés de verser des compensations pour de tels dommages.
- Les décharges et les déchets miniers abandonnés devraient être placés sous le contrôle des travailleurs/travailleuses et des communautés affectées et concernées par la mine, cela à des fins de ré-extraction et de réhabilitation, ce qui permettrait de résoudre le problème du chômage dans ces communautés.
- Les communautés et les travailleurs des mines doivent s'engager avec la South African Police Union (SAPU) et tous les autres syndicats progressistes pour établir que les gestionnaires de mines capitalistes violent souvent la législation du travail, de l'environnement et, y compris, la Constitution libérale bourgeoise actuelle. Ces gestionnaires doivent être poursuivis et arrêtés. Trop souvent, la police exécute les souhaits des patrons de mine sans poser de questions.
- Il y a en moyenne trois protestations communautaires par jour contre l'exploitation minière capitaliste dans les communautés et de fréquentes grèves minières. Ces actions doivent être coordonnées par une direction révolutionnaire de la classe ouvrière.
- La direction révolutionnaire de la classe ouvrière doit adopter un programme d'action - autour de ces revendications - avec des délais définis afin de mobiliser les travailleurs, les travailleuses et les communautés affectées et touchées par les mines. Cela doit inclure des objectifs et des stratégies transitoires en vue d'atteindre ces objectifs.

8° L'économie informelle

Il existe deux catégories de travailleurs informels :

- Ceux qui ont un employeur mais qui ont un emploi informel - comme les chauffeurs de taxi.
- Les travailleurs indépendants, autrement dit « pour compte propre » (« indépendants »). Là où le chômage est élevé, des millions de personnes se tournent vers le travail à « compte propre » pour gagner leur vie.
- Les travailleurs pour compte propre sont souvent criminalisés ou victimes de discrimination, notamment par la confiscation de leurs biens et l'expulsion de leur lieu de travail. Leur contribution à l'économie n'est pas reconnue. Ils ne sont pas traités comme des personnes qui peuvent penser par eux-mêmes et trouver des solutions à la façon dont nos villes fonctionnent. Ils ne sont pas consultés et finissent par être obligés d'aller devant les tribunaux pour contester les décisions du gouvernement local qui ont un impact négatif sur leurs moyens de subsistance.
- Les travailleurs et travailleuses du secteur informel sont auto-organisés depuis de nombreuses années, y compris dans d'autres pays. Par exemple, la SEWA (Self Employed Women's Association) de l'Inde compte 1,5 million de membres. Les travailleurs informels exigent la reconnaissance d'une organisation démocratique basée sur l'adhésion, y compris des travailleurs/travailleuses à leur propre compte. En Afrique du Sud, nous avons deux organisations nationales de travailleurs informels - SAWPA pour les ramasseurs de déchets et SAITA pour les commerçants de rue - ainsi que de nombreuses organisations locales de différents secteurs.
- Nous avons aussi des organisations internationales qui luttent pour la reconnaissance des travailleurs informels. Il s'agit de StreetNet International et de WIEGO (Women in Informal

Employment : Globalizing and Organizing). Le slogan de StreetNet International est « Rien pour nous, sans nous ».



- Les revendications des travailleurs/travailleuses de l'économie informelle qui ont été soulevées dans de nombreux forums différents dans le passé sont les suivantes :
- a) Des emplois décents, complets et productifs pour tous, y compris la création d'emplois socialement utiles, par exemple la construction de toilettes scolaires, et la fin des programmes dits « de création d'emplois » qui détruisent les emplois existants.
- b) Participation pleine et égale à la planification de l'économie, du logement et des services.
- c) Utilisation productive des espaces publics pour améliorer la vie des utilisateurs de ces espaces, y compris les trottoirs et les parcs en tant que lieux de travail.
- d) Reconnaissance des multiples impôts payés par les travailleurs/travailleuses du secteur informel.
- e) Les organisations informelles de travailleurs/travailleuses doivent être reconnues comme parties prenantes dans les négociations à tous les niveaux du gouvernement, mais surtout à celui des administrations locales.
- f) Le développement urbain doit être centré sur les personnes et non sur la « régénération » sélective d'une minorité de classe moyenne, à l'exclusion de la majorité.

Les suggestions suivantes ont été faites sur les étapes à suivre pour officialiser le travail informel :

- a) L'enregistrement doit être facilité afin que les travailleurs/travailleuses à leur propre compte aient accès à divers programmes de soutien.
- b) Les impôts que paient les travailleurs à leur propre compte doivent être reconnus et ils doivent recevoir quelque chose en retour de leur contribution au budget de l'État.
- c) Les travailleurs/travailleuses informels doivent avoir accès à une formation professionnelle.
- d) Lorsque les travailleurs informels ont déjà, de facto, un employeur, comme les chauffeurs de taxi, et qu'ils sont en fait couverts par une loi du travail existante, cette loi doit être appliquée.

Il a été convenu que :

- a) Il devrait y avoir un Sommet national des organisations de travailleurs/travailleuses informels, soutenu par la SAFTU et le mouvement de la classe ouvrière dans son ensemble.
- b) Des alliances devraient être construites à partir des communautés locales vers le haut. Les membres des communautés sont les utilisateurs des services fournis par les travailleurs/travailleuses informels. Par exemple, il y a eu récemment une marche de la société civile

à Durban pour soutenir les revendications des commerçants de rue.

c) Les alliances entre travailleurs/travailleuses formels et informels devraient être construites concrètement dans le cadre de « chaînes de valeur », par exemple les alliances entre les travailleurs des usines alimentaires et les vendeurs d'aliments, et entre les travailleurs du secteur de la chimie et les ramasseurs de déchets.

d) Des alliances peuvent également être conclues avec des travailleurs municipaux et d'autres travailleurs du secteur public, par exemple en s'engageant ensemble dans des processus d'IDP (Integrated Development Planning) et en approchant ensemble la police municipale.

e) Nous devrions avoir des engagements formels entre la SAFTU et les travailleurs informels, au moment où la SAFTU est en train de bâtir ses structures provinciales, régionales et locales.

9° Conclusion

Notre message à des centaines de militants de la classe ouvrière à travers tout le pays est que le temps est venu de lutter pour la **deuxième libération** afin de gagner la libération économique de la classe ouvrière et de nous libérer des chaînes et de nos servitudes dont nous souffrons.

Les travailleurs unis ne seront jamais vaincus ! (21-22 juillet 2018, Soweto) (Texte publié le 23 juillet 2018 sur le site du SAFTU ; texte traduit par A l'Encontre)

SAFTU

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Alencontre

<http://alencontre.org/afrique/afrique-du-sud/afrique-du-sud-le-mouvement-de-la-classe-laborieuse-doit-etre-independant-i.html>

<http://alencontre.org/afrique/afrique-du-sud/afrique-du-sud-le-mouvement-de-la-classe-laborieuse-doit-etre-independant-ii.html>